

L'Etat valide les suppressions d'emplois
puis rachète des actions Renault :
« On fidélise les actionnaires,
pas les salariés »

l'étincelle

Technocentre
Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com

pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire

mardi 14 avril 2015

Ça plane pour les marchands de canons

« Et de deux ! » se félicite le journal patronal *Les Echos*, alors que le gouvernement français vient d'enregistrer la deuxième commande de Rafale depuis le début de l'année. Tapis rouge sur les marches de l'Élysée, bateau-mouche sur la Seine pour le premier ministre indien Narendra Modi, ce client hors pair, venu annoncer l'achat de 36 avions de combat au marchand d'armes français Dassault. Deux mois plus tôt, c'était l'Égypte qui s'offrait 24 de ces joujoux mortels. Une Égypte qui n'a pas le sou, mais peu importe, on a vendu à crédit et les banques toucheront les intérêts, avec garantie de l'Etat français. A en croire nos gouvernants, le Rafale serait devenu l'avenir de la France et de nos emplois.

Et Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères, se félicite du succès de sa « diplomatie économique ». Cela fait mieux que de s'avouer représentant de commerce de Dassault. Et s'il a dû en rabattre par rapport au nombre de 126 avions dont il négociait depuis trois ans la vente, il aurait obtenu en consolation que les 36 Rafales presque achetés soient livrés « prêts à voler », c'est-à-dire entièrement produits en France. Cocorico !

Des emplois en rafale ?

Et on nous explique que cette commande va « sauver » 7 000 emplois, répartis entre Dassault Aviation, Thales, Safran et pas moins de 500 sous-traitants. Le président de la région Aquitaine, où sont des usines Dassault, promet « des investissements industriels et des embauches de qualité ». Déjà, au lendemain de la signature du contrat avec l'Égypte, *Le Figaro*, journal que possède l'avionneur Dassault et d'ordinaire peu préoccupé du sort des travailleurs, parlait de « bouffée d'oxygène à de nombreux bassins d'emploi ».

Que cela « sauve » des emplois, ça reste à voir. Les emplois liés au Rafale ne représentent qu'une infime partie des 170 000 salariés de l'aéronautique française, bien davantage civile. Et cela ne fera pas oublier tout le reste : on ferme des lits dans les hôpitaux, on y réduit le personnel, on manque d'enseignants, on licencie à Radio-France, on supprime plus de 2 000 emplois chez le transporteur routier Mory-Global, 125 de plus chez l'équipementier automobile Faurecia... Le Medef trouve que ça ne va pas assez vite et revendique un nouvel assouplissement de la loi pour faciliter les licenciements. Reçu 5 sur 5 par le ministre de l'économie qui serait déjà en train de préparer sa loi Macron 2. Et la vente des engins de mort nous sauverait la vie ? Qui va croire à cette fable ?

La mort est leur métier

Car c'est bien le plus dramatique dans cette affaire : qu'on veuille nous faire croire que l'armement et ses dizaines de milliers d'emplois, serait une solution pour sortir de la crise. La France est le 4^{ème} exportateur d'armes dans le monde, avec un record de ventes en 2014 de 8 milliards d'euros. Mais le pays détient un autre record : celui de 3,5 millions de chômeurs, sans compter ceux qui ne trouvent que des emplois à temps partiel. Mieux vaut donc ne pas parier sur cette industrie.

Les courses à l'armement pour sortir des crises économiques ne sont jamais de bon augure pour les travailleurs.

Surtout quand les guerres deviennent l'argument de vente décisif, comme vient de le rappeler Eric Trappier, PDG de Dassault Aviation, disant que ses clients potentiels sont « très intéressés par le seul fait que le Rafale est opérationnel sur un certain nombre de théâtres d'opération ». Les interventions militaires françaises, de la Libye à l'Irak, en passant par la Centrafrique et le Mali, c'est ça leur gadget promotionnel ?

Pour les travailleurs, il y aurait bien d'autres choses à produire que ces instruments de mort. Et un pays de 1,2 milliard d'habitants comme l'Inde, dont près d'un tiers de la population, soit 363 millions de personnes, vit avec moins de 57 centimes d'euros par jour, a d'autres besoins que nous pourrions satisfaire. Sans compter les besoins des classes populaires ici même.

Le capitalisme sème la guerre et la misère au service d'une caste d'exploiteurs. S'il est une guerre que les travailleurs doivent mener, c'est celle contre ce système et ceux qui en profitent.

Gesticulations gouvernementales

Le gouvernement est en train d'acheter des actions Renault afin de passer sa part dans le capital de 15 à 20 %. Il veut ainsi bloquer le vote d'une résolution soumise à l'AG des actionnaires du 30 avril par le Conseil d'Administration (et soutenue par Ghosn), et qui s'oppose au doublement des droits de vote pour les actionnaires détenant des actions depuis plus de 2 ans. Coût de l'opération : plus d'un milliard d'euros.

Ce système des « droits de vote doubles » est une des mesures secondaires de la loi Florange (votée suite à la mobilisation des travailleurs d'Arcelor-Mittal). Cette loi sur les repreneurs n'a pas empêché Mittal de fermer Florange, ni d'autres fermetures ensuite.

Et le droit de vote double, qui vise à stabiliser l'actionnariat, est tout aussi inefficace. La moitié des groupes du CAC40 l'applique déjà, ainsi que la moitié des États de l'UE. La spéculation est-elle affaiblie ? Les salariés s'en portent-ils mieux ? Non. Et la Gauche, championne des privatisations et qui a ouvert la boîte de Pandore de celle de Renault, est mal placée pour se poser en moralisatrice du capitalisme.

Capitalisme et progrès : un oxymore

Pour le ministre de l'Économie et de l'Industrie, Emmanuel Macron, « *cette opération [de rachat d'actions Renault] démontre la volonté de l'État à utiliser toutes les armes aujourd'hui à disposition des investisseurs pour promouvoir un capitalisme de progrès au service des salariés et des entreprises.* ».

L'État actionnaire est donc au service des salariés lorsqu'il soutient l'accord compétitivité avec ses 7500 suppressions d'emplois chez Renault ? Il s'est offusqué de la rémunération de Ghosn, mais pas du blocage des salaires des salariés Renault...

Cela fait longtemps que le capitalisme n'est plus progressiste, qu'il entraîne le monde dans des guerres et des crises périodiques, et que la Gauche a montré son incapacité à le réguler.

Plus tu gagnes, plus tu touches

L'adage se confirme chez Renault : plus le salaire est élevé, plus la prime est grosse. Les APR, à qui on a aussi supprimé cette année les AGS, n'auront rien. 40 % des ETAM toucheront une prime de 500 €. Pour les cadres, la prime de performance est calculée en pourcentage de leur forfait, ce qui avantage les hauts salaires. Et plus on s'élève dans le job grading, plus ces pourcentages sont élevés. Ainsi la prime des cadres L3A est majorée de 2 % par rapport à celle des L3C et L3B. Quant à la Part Variable Groupe des L2 et L1 (ex-PPG), son montant est tenu caché. La palme revient bien sûr à Ghosn, dont la part variable représente 147 % de la part fixe (soit 1,8 million d'euros). Renault, c'est vraiment une grande famille.

Printemps : la saison des miettes

Les mesures salariales sont annoncées à chacun à partir de cette semaine. Pour beaucoup, il n'y a pas grand-chose à attendre de ce moment que la direction veut solennel. 35 % des cadres et 45 % des ETAM n'auront pas d'Augmentation Individuelle. La grande majorité des autres devra se contenter d'une AI de 1 %, 1,5 ou 2 %. Vite, le retour des AGS !

Un suicide dû au travail

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie vient d'estimer que « l'imputabilité » de la mort d'un technicien de la Direction Après-Vente, qui s'était pendu dans des toilettes du Plessis-Robinson en septembre 2014, revient à Renault. Elle a classé ce suicide comme Accident du Travail, malgré un recours de la direction pour qui « *aucun élément ne permet d'établir* » que ce suicide est lié au travail. Selon l'enquête de la Sécu, ce collègue avait pourtant des problèmes avec sa hiérarchie, et l'ambiance de travail était délétère. Tant que Renault sera dans le déni, il y a peu de chance que ça change.

SOS Amitié version Renault

Il est désormais possible de contacter directement les deux « facilitateurs » de Renault sas. Si la prise de contact a été facilitée (c'était une vraie usine à gaz), il n'est pas sûr que le dispositif soit plus efficace.

Leur credo : aider les « *collaborateurs qui s'estiment dans une situation de travail difficile* », une « *mobilité vécue comme 'contrainte', une situation - ressentie - de harcèlement, de discrimination...* ».

« *En parlant, ils se libèrent et souvent cela suffit à résoudre le problème* », explique l'un d'eux sur l'Intranet. Facile... et magique ! Comme si toute situation difficile n'était qu'« estimée », « vécue comme » ou « ressentie », et pas réelle ?!

Méthode Coué

Expli'Sites explique, avec des saynètes infantilisantes, comment « *gérer les situations difficiles* » et les tensions au travail. Autrement dit : comment gérer son stress et celui des collègues... sans jamais mettre en cause les conditions de travail qui peuvent causer ce stress. Il faut « *positiver* » !

Parmi les « situations difficiles », le collègue « *sarcastique, aigri ou critique* » qui se plaint de son travail. Plaignons-nous et agissons collectivement : c'est la meilleure méthode pour que ça change.

Vraiment Douai pour exploiter

A Douai après les JNT et HNT (Jours et Heures Non Travaillées), des heures supplémentaires obligatoires de 20h40 à 22h sont imposées aux salariés Renault et aux 500 intérimaires du site. La direction prend prétexte du fait que des salariés sont détachés sur d'autres sites pour ne pas embaucher. Mais qui les avait incités à partir ?